

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 12
/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FLEX N GATE

Zone d'Activités Les Carreaux
95640 Marines

Références : 2025/0330
Code AIOT : 0006505836

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2025 dans l'établissement FLEX N GATE implanté Zone d'Activités Les Carreaux 95640 Marines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour objet le suivi de la mise en demeure n°IC-24-113 relative aux émissions diffuses de solvants. Elle a également été l'occasion d'aborder les thématiques ESP et produits chimiques généralistes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FLEX N GATE
- Zone d'Activités Les Carreaux 95640 Marines
- Code AIOT : 0006505836
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine de FLEX'N'GATE basée à Marines est spécialisée dans la fabrication par l'injection, la peinture et l'assemblage de pare-chocs et Groupes Moto-Ventilateurs.

Le processus de fabrication est l'injection, la peinture, l'assemblage et l'expédition.

Les pare-chocs et les becquets sont fabriqués à partir de presses à injection utilisant des granules de polypropylène, qui sont fondus dans un moule métallique creux puis refroidis et transférés vers les lignes de peinture.

Le procédé de mise en peinture permet de colorer le pare choc de la teinte de la carrosserie du véhicule.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande d'action corrective	2 mois
9	Substances et produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 6.1.1	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Emissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 22/05/2006, article 4.3.3.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Analyse du compte rendu d'inspection Périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	/	Sans objet
4	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	/	Sans objet
5	Vérification des échéances de l'inspection	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	périodique			
6	Vérification des échéances de La requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	/	Sans objet
7	Contrôle de la plaqued'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	/	Sans objet
8	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	/	Sans objet
10	Fourniture FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)	/	Sans objet
11	Langue FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5	/	Sans objet
12	Coordonnées fournisseur FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3	/	Sans objet
13	Mise en œuvre des recommandations indiquées dans la FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	/	Sans objet
14	Etiquetage CLP	Règlement européen du 31/12/2008, article 17	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il peut être retenu que les hypothèses relatives au plan de gestion de solvants ont été précisées, ce qui permet d'établir que l'exploitant respecte la valeur limite d'émissions diffuses de solvants. La mise en demeure n°IC-24-113 est ainsi levée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Emissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2006, article 4.3.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite d'émissions diffuses
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 23/09/2024
Prescription contrôlée : A l'échéance du 30 octobre 2005, le flux annuel des émissions diffuses ne dépasse pas 11 % de la quantité de solvants utilisés (soit I1+I2).
Constats : Par courrier du 01 octobre 2024, l'exploitant a fourni un nouveau PGS établi sur la période du premier semestre 2024, calculé avec des hypothèses de calcul corrigées et affinées par rapport à la précédente version : Ces nouvelles hypothèses comprennent notamment : <ul style="list-style-type: none"> - mesures semestrielles réalisées dans des conditions de production les plus représentatives possibles (avec exclusion des mesures avec un flux massique COV nul), - prise en compte du solvant non consommé à fin 2023 et fin juin 2024 restant en stock dans les cuves enterrées, - comptabilisation tonnage solvants usagés en attente de reprise sur le site, - les analyses de la teneur en solvants des boues du site de Marines, - les analyses des solvants usagés repartant chez le prestataire. Cette mise à jour des hypothèses n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées. Flux d'émissions diffuses pour le premier semestre 2024 : Données : 8 411 solvants en émissions diffuses / 220 836 kg solvants utilisés Résultat : 3,81 % d'émissions diffuses Le PGS fourni le 31 mars 2025 fait état de 6,63 % d'émissions diffuses. Il est ainsi conclu au retour à la conformité à la prescription ci-dessus. La mise en demeure n°IC-24-113 est donc levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries

soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente la liste, sous forme d'un tableur, des ESP présents sur site. Elle comprend bien, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'inspection note la présence, sur cette liste, d'équipements pour lesquels les informations requises par la prescription ci-dessus ne sont pas remplies. L'exploitant indique qu'il s'agit d'équipements pour lesquels il n'est pas certain qu'ils relèvent de la réglementation ESP (l'inspection relève qu'il s'agit d'équipements de type climatiseurs), et être en attente d'une visite du bureau de contrôle pour s'en assurer.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de clarifier le statut ESP des équipements en question, et de mettre à jour la liste et le suivi de ces équipements en tant que de besoin.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Analyse du compte rendu d'inspection Périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. <p>II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.</p> <p>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du</p>

<p>nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection consulte la documentation relative aux deux équipements sous pression suivants :</p> <p>MAR_04_local_comp : cuve 5000L ; numéro de fabrication : T5612 ;</p> <p>MAR_6_Cuve CT : cuve 2000L ; numéro de fabrication : 0946903 ;</p> <p>L'inspection périodique pour ces deux équipements a été réalisée par un organisme habilité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rapport N°: 9524208/1.1.15.VE, daté du 08 septembre 2020, réalisé par la société Bureau Veritas pour l'équipement T5612, - rapport n° 20263405/S3.2.3.IP, daté du 28 décembre 2023, réalisé par la société Bureau Veritas pour l'équipement réalisé par la société Bureau Veritas pour l'équipement T5612. <p>Les comptes rendus de l'inspection périodique sont conformes à la prescription ci-dessus et ont bien été transmis à l'exploitant.</p> <p>Ils ne comportent pas d'observations ou de signalement d'une éventuelle altération.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p>

<p>IV.-Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> -d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; -dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection consulte la documentation relative aux deux équipements sous pression suivants :</p> <p>MAR_04_local_comp : cuve 5000L ; numéro de fabrication : T5612 ;</p> <p>MAR_6_Cuve CT : cuve 2000L ; numéro de fabrication : 0946903.</p> <p>La requalification périodique pour l'équipement T5612 a bien été vérifiée par un organisme habilité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rapport N°: 9524208/1.1.15.VE, daté du 08 septembre 2020, réalisé par la société Bureau Veritas pour l'équipement T5612. <p>Le compte rendu de la requalification périodique est conforme à la prescription ci-dessus et ont bien été transmis à l'exploitant.</p> <p>Il ne comporte pas d'observation ou de signalement d'une éventuelle altération.</p> <p>L'équipement 0946903 ayant été mis en service en 2020, il n'a pas encore été procédé à la requalification périodique, prévue en 2030 (voir point de contrôle sur la fréquence).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</p> <p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à</p>

<p>l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage sur la liste des ESP fournie plus haut et sur 15 équipements, l'inspection vérifie que la fréquence de réalisation des inspections périodiques est conforme à la fréquence définie ci-dessus.</p> <p>Il n'est pas constaté de non-conformité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Vérification des échéances de La requalification périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ; - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ; - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques</p>

ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection consulte la documentation relative aux deux équipements sous pression suivants :</p> <p>MAR_04_local_comp : cuve 5000L ; numéro de fabrication : T5612 ;</p> <p>MAR_6_Cuve CT : cuve 2000L ; numéro de fabrication : 0946903.</p> <p>Il est constaté que la fréquence de 10 ans pour la requalification périodique retenue par l'exploitant est conforme à la prescription ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle de la plaqued'identification des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection va voir sur site les deux équipements sous pression suivants :</p> <p>MAR_04_local_comp : cuve 5000L ; numéro de fabrication : T5612 ;</p> <p>MAR_6_Cuve CT : cuve 2000L ; numéro de fabrication : 0946903.</p> <p>Il est constaté que les deux équipements sous pression visée sont accessibles</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.</p> <p>A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.</p>

Constats :

Par sondage, l'inspection consulte la documentation relative aux deux équipements sous pression suivants :

MAR_04_local_comp : cuve 5000L ; numéro de fabrication : T5612 ;

MAR_6_Cuve CT : cuve 2000L ; numéro de fabrication : 0946903.

L'équipement T5612 est muni de 2 soupapes, réglées à une pression de tarage de 8 bar, pour une PS de l'équipement de 8 bar.

L'équipement 0946903 est muni d'une soupape, réglée à une pression de tarage de 11 bar, pour une PS de l'équipement de 11 bar.

Il est ainsi conclu à la conformité à la prescription ci-dessus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Substances et produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 6.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Identification des produits

Prescription contrôlée :

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances, mélanges et des produits, et en particulier : • les fiches de données de sécurité (FDS) à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site ; et le cas échéant, le ou les scénarios d'expositions de la FDS-étendue correspondant à l'utilisation de la substance sur le site. • les autorisations de mise sur le marché pour les produits biocides ayant fait l'objet de telles autorisations au titre de la directive n°98/8 ou du règlement n°528/2012 (prescription à indiquer dans le cas d'un fabricant de produit biocides).

Constats :

L'exploitant présente un tableau « seirich » faisant état des substances présentes sur le site et comportant les mentions de danger. Ce tableau comporte un lien hypertexte vers la fiche de données de sécurité (FDS).

Par sondage, il est vérifié que les FDS pour les produits suivants sont bien disponibles :

- FDS Bleu Canvasit
- FDS Noir Orbital

L'exploitant présente également un inventaire mis à jour à l'arrivée des commandes, comprenant les quantités de produits. L'exactitude de l'inventaire est contrôlée mensuellement par une vérification visuelle et exhaustive des stocks.

L'inspection relève ainsi que :

- il est nécessaire de croiser deux documents pour disposer de l'information de la dangerosité et de la quantité,

<ul style="list-style-type: none"> - la liste « seirich » est bien plus longue (plus de 300 références) que l'inventaire physique (une centaine de références). L'exploitant indique que lorsqu'il cesse de commander une référence, celle-ci reste dans sa base « seirich ». - l'emplacement des produits est déterminé par l'exploitant à la lecture des informations présentes sur le tableau, mais n'est pas explicité. L'information est ainsi non accessible à quelqu'un qui ne serait pas familier de la lecture de ces tableaux. <p>Il est demandé à l'exploitant de faire apparaître les informations : nature, état physique, quantité, emplacement, sous un même tableau.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 10 : Fourniture FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II:</p> <p>a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a demandé à consulter la fiche de données de sécurité (FDS) des peintures « Bleu Canvasit » et « Noir orbital ». L'exploitant a été en mesure de présenter ces FDS.</p> <p>Il est ainsi conclu à la conformité à la prescription ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Langue FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les FDS fournies par l'exploitant indique les coordonnées du fournisseur du produit, et notamment : l'adresse complète et son numéro de téléphone, ainsi que l'adresse électronique d'une personne compétente.</p>

Il est ainsi conclu à la conformité à la prescription ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Coordonnées fournisseur FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fournisseur de la fiche de données de sécurité, qu'il s'agisse du fabricant, de l'importateur, du représentant exclusif, d'un utilisateur en aval ou d'un distributeur en aval, doit être identifié. Il y a lieu de préciser son adresse complète et son numéro de téléphone, ainsi que l'adresse électronique d'une personne compétente responsable de la fiche de données de sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise les substances « Bleu Canvasit » et « Noir orbital » dans les conditions indiquées comme « utilisations pertinentes » sur la FDS, à savoir pour la fabrication professionnelle de peintures, vernis, encres et mastics.</p> <p>Les moyens d'extinction préconisés (notamment de la poudre sèche) sont présents à proximité des zones à risque.</p> <p>Les conseils et préconisations sur le stockage de la substance sont respectés, notamment la présence de rétentions qui empêcheraient un déversement dans les égouts.</p> <p>Il est ainsi conclu à la conformité à la prescription ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Mise en œuvre des recommandations indiquées dans la FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise les substances « Bleu Canvasit » et « Noir orbital » dans les conditions indiquées comme « utilisations pertinentes » sur la FDS, à savoir pour la Fabrication professionnelle de peintures, vernis, encres et mastics.</p>

<p>Les moyens d'extinction préconisés (notamment de la poudre sèche) sont présents à proximité des zones à risque.</p> <p>Les conseils et préconisations sur le stockage de la substance sont respectés, notamment la présence de rétentions qui empêcherait un déversement dans les égouts.</p> <p>Il est ainsi conclu à la conformité à la prescription ci-dessus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Etiquetage CLP

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 31/12/2008, article 17</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Contenu des étiquettes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 17</p> <p>Règles générales</p> <p>1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs; b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage; c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19; e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20; f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21; g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22; h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25. <p>2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concerné(s) en disposent autrement.</p> <p>Les fournisseurs peuvent utiliser sur leurs étiquettes plus de langues que celles qui sont prescrites par les États membres, à condition que les mêmes renseignements apparaissent dans toutes les langues utilisées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection a demandé à voir sur site l'emplacement de stockage des (FDS) des peintures « Bleu Canvasit » et « Noir orbital ».</p> <p>Il est vérifié que l'ensemble des informations ci-dessus sont bien présentes sur l'étiquette.</p> <p>Il est ainsi conclu à la conformité à la prescription ci-dessus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>